

[print](#)

Toujours plus de murs dans un monde sans frontières

De [Capitaine Martin](#)

Global Research, novembre 03, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/toujours-plus-de-murs-dans-un-monde-sans-frontieres/5411672>

La nuit des 8 et 9 novembre 1989 reste un symbole de liberté en Europe. À la stupeur du monde entier, [le mur qui coupait Berlin en deux depuis vingt-huit ans se fissure](#). La fin du « rideau de fer », selon l'expression instaurée par Churchill lors de son discours à Fulton le 5 mars 1946, a nourri l'espoir de la fin des divisions entre les peuples.

Depuis, à l'heure de la mondialisation, de l'ouverture des frontières, de la libre-circulation, d'Internet, l'homme construit des dizaines de murs. Parfois longs de plusieurs milliers de kilomètres, barbelés ou électrifiés, atteignant parfois huit ou dix mètres de hauteur, à double paroi, gardés par des soldats, des caméras ou des drones de reconnaissance, souvent renforcés par des mines antipersonnel, les murs de séparation contemporains peuvent ne pas se montrer comparables dans leurs caractéristiques. Les plus fréquents relèvent du domaine sécuritaire, qu'il soit civil ou militaire. Ils ont été construits pour contenir l'immigration ou pour lutter contre la contrebande ou le trafic de drogue. Ils divisent les peuples et les cultures et ont pour point commun de ne jamais remplir totalement leur mission première.

Des milliers de kilomètres de frontières réputées infranchissables séparent aujourd'hui les États-Unis et le Mexique, l'[Union européenne](#) et l'Afrique (notamment entre l'Espagne et le Maroc, mais aussi tout le long des côtes méditerranéennes par une forme de blindage maritime, une mer blindée), l'Inde et le Bangladesh, l'Irak et l'[Arabie Saoudite](#), etc.

En avril 2002, le gouvernement d'Ariel Sharon a décidé de construire un mur continu [le long de la Ligne verte](#), ligne d'armistice de 1949 et frontière établie en 1967. Les Israéliens parlent de « clôture de sécurité » ou de « barrière de séparation », ou encore de « barrière antiterroriste » ou de « mur de la honte ». Pour Alexandra Novosseloff, la construction de ce mur ne suscite aucun état d'âme : *« c'est un fait qui ne fait même pas l'objet de débats dans la société. Les organisations non gouvernementales qui combattent son tracé ou ses conséquences humanitaires n'ont pas remis en cause son principe même. [Israël](#) veut matérialiser sa séparation d'avec son voisin. Construire le mur, c'est entamer une séparation définitive dont les gouvernements israéliens étaient déjà convaincus quand ils construisirent une barrière de sécurité autour de la bande de Gaza »*. Pour les Palestiniens, la construction du mur confisque leurs terres, les exproprie. *« Des plaintes sont régulièrement déposées auprès de la Cour suprême israélienne. Rarement celle-ci a invalidé le tracé initial du mur ou celui imposé par les faits. De façon paradoxale, sans les Palestiniens, leur main d'œuvre, leurs entreprises, leurs carrières, ce mur n'aurait jamais vu le jour. 26.000 Palestiniens sont employés à sa construction ! »*.

L'anniversaire de la chute du mur donne chaque année lieu à de nombreux commentaires. Fin mai 2014, le Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk a affirmé *« [qu'il n'y aura plus jamais de mur de Berlin en Europe](#) »*. En 1989, la complexité et l'ampleur des phénomènes de la mondialisation ne s'étaient qu'en partie manifestées. Les années quatre-vingt-dix et plus encore le début du XXI^{ème} siècle ont montré la face cachée de ce phénomène : le terrorisme, l'immigration, les inégalités, la criminalité, l'exclusion sociale, les luttes sociales, la [pauvreté](#), mais aussi la financiarisation de l'économie, les guerres commerciales et l'érosion des droits des travailleurs sont autant d'aspects qui ont marqué les dernières décennies.

Les murs contemporains n'ont pas pour ambition de stopper les contacts avec les ressortissants de l'autre côté, comme c'était le cas du mur de [Berlin](#). Ils se préoccupent d'enfermer dehors les indésirables. Il définit une communauté sociale et territoriale digne de protection et il définit également les catégories dangereuses dont il convient de se

protéger. Il marque surtout un pouvoir de décision (décider de la séparation), un pouvoir de contrôle (contrôler le déplacement des autres) et un pouvoir de catégorisation (légitimer la séparation par la stigmatisation des réprouvés).

Dernières en date, les enclaves urbaines fortifiées ([les barrios privados d'Amérique latine, ou quartiers résidentiels surveillés](#)). Ces dispositifs qui ont tendance à se répandre dans le monde entier supposent l'anticipation permanente d'une menace extérieure qui appelle le déploiement de techniques d'inspirations militaire et technique pour contrôler un territoire privatisé. Au sein de ce territoire, un mode de gouvernance privé tend à se substituer au gouvernement public.

Les classes sociales s'isolent. Elles restent entre elles et n'ont même plus conscience d'être riches. [Le Frankfurter Allgemeine Zeitung a montré à quel point en Allemagne, il est facile de ne pas se rendre compte qu'on fait partie des plus favorisés](#). Au quotidien, les classes sociales supérieures ne rencontrent en effet guère de personnes différentes d'elles. Et leurs amis et leurs connaissances ont au moins autant d'argent qu'elles.

On ne rêve pas d'être moins libre, plus pauvre, plus humilié, plus exploité, plus dominé, moins instruit... Pourtant, la précarité est déjà une réalité pour nombre de travailleurs, de privés d'emploi et de retraités, et la peur du déclassement n'a jamais été aussi prégnante chez les autres.

Ceux qui pensaient qu'après 1989, après la désagrégation de l'URSS, c'était la fin de l'histoire ou dit autrement, la victoire définitive du capitalisme, commencent à déchanter. L'éternelle grande peur des possédants, des dominateurs cyniques, qui leur fait dire que tout doit changer dans l'univers de la [finance](#) pour que rien ne change dans l'univers capitaliste sont en train de prendre un coup derrière la tête.

Capitaine Martin

